



**UNIVERSITÉ
JEAN MONNET**
SAINT-ÉTIENNE

Dossier de presse

10.06.2016

**LA FACULTÉ DE DROIT
DE SAINT-ÉTIENNE
& L'EXCELLENCE**



Sommaire

La Faculté de Droit & l'excellence //////////////1

Parcours d'excellence Droit Sociétés Langues

Le parcours Collège de Droit

Des masters plébiscités par les recruteurs

L'exemple du Master droit des affaires appliqué
au monde de la santé

L'exemple du Master Droit et Entreprise

Une collaboration régionale source d'excellence

L'exemple du master de droit public fondamental

L'exemple du master droit des contrats

Concours de plaidoiries : les brillantes équipes stéphanoises

Relations privilégiées avec les acteurs socio-économiques //////////////2

Partenariats avec le TGI de Saint-Etienne,
l'Ordre des avocats et le Groupe Casino

La journée des métiers du droit

La professionnalisation des diplômés

Les actions communes pour la recherche scientifique

Une offre de formation plurielle //////////////3

Les licences

Les masters de droit public

Les masters de droit privé

Les autres formations

Contact //////////////4



1

FAC DE DROIT & EXCELLENCE



Parcours d'excellence Droit Sociétés Langues ou Collège de Droit

Le Collège de Droit correspond au parcours « Droit, Sociétés, Langues » de la Licence ouvert aux lycéens et aux étudiants les plus motivés.

L'objectif du Collège de Droit est de leur proposer un **renforcement des connaissances juridiques, en sciences politiques et en langues** (anglais tout particulièrement) indispensables à la poursuite d'un parcours universitaire au plus haut niveau et à la réussite des concours les plus exigeants.

Contrairement à des formations supérieures parfois trop généralistes, le Collège de Droit cumule deux avantages : il garantit **l'acquisition d'un savoir technique solide en Droit, tout en valorisant des connaissances supplémentaires** en sciences politiques, en économie, en sociologie ou en philosophie.

Le parcours vise particulièrement à transmettre aux étudiants une plus grande **ouverture sur le monde et l'Europe**. La majeure partie des enseignements a ainsi une dimension internationale et européenne. La comparaison entre les différentes cultures politiques et juridiques européennes est un axe fort du Collège de Droit, tandis que les séminaires d'anglais juridique permettent de se familiariser avec un vocabulaire spécifique et le droit de *common law* (États-Unis et Royaume-Uni).

L'ouverture des étudiants se conçoit enfin vers le **monde professionnel** puisque chacun d'entre eux est destiné à suivre un stage en fin d'année, en France ou à l'étranger.

Du point de vue méthodologique, un **suivi spécifique de l'étudiant** est prévu afin de l'accompagner dans le travail personnel restitué lors des heures de cours hebdomadaires. Ce suivi personnalisé par des enseignants expérimentés a pour but la poursuite des études en plus grande autonomie et dans l'optique d'exercer ultérieurement des fonctions d'encadrement.

LA SÉLECTION

Le Collège de Droit est destiné aux étudiants qui manifestent un vif intérêt pour le droit et la culture générale. La possibilité de suivre les enseignements du parcours dépend donc des **résultats obtenus**, de **la motivation** et de **l'ouverture** dont fait preuve le candidat.

Pour l'admission au premier semestre de Licence 1, un dossier de préinscription est demandé (document téléchargeable sur le site de la Faculté de Droit). Il doit être complété à l'issue du baccalauréat pour y intégrer les notes obtenues à cet examen. Une présélection est réalisée qui devient définitive après une convocation éventuelle à un entretien (voir calendrier ci-dessous).

Après le premier semestre de Licence 1 (L1), tout étudiant peut intégrer le Collège s'il le souhaite au second semestre et s'il a obtenu des résultats probants dans le tronc commun. Il peut également l'intégrer à l'issue de la L1 au regard des résultats acquis sur l'ensemble de l'année et de sa motivation. Une telle possibilité est aussi offerte aux étudiants admis en L3 qui auraient constamment et fortement progressé durant leurs deux premières années de Droit.

Chaque année du Collège de Droit compte au plus **30 étudiants**.

LE CONTENU

Le parcours se greffe sur le tronc commun d'enseignements de la L1 à L3. Il s'agit donc **d'enseignements supplémentaires** de deux à quatre heures par semaine en présentiel.

Toutefois, **l'essentiel du travail des étudiants du Collège se fait par un travail personnel**.

Les cours ne sont en effet pas dispensés de façon classique, mais en interaction avec l'enseignant sur un sujet précis lié à l'actualité. Les rencontres hebdomadaires avec les enseignants consistent donc en un échange sur les recherches et les connaissances produites par les étudiants. Les cours se déroulent d'ailleurs dans une salle spécialement adaptée et en faisant largement appel à une méthode d'enseignement appelée « **pédagogie inversée** ».

L'unité spécifique de la formation comprend les enseignements suivants :

Licence 1 :

- Culture Politique et Juridique européenne : 26 h au premier semestre et 18 h au second semestre.
- Séminaire Grandes questions économiques et sociales européennes : 10 h à chaque semestre.
- Conférences d'anglais juridique : 6 heures au second semestre.

Licence 2 :

- Séminaire Culture et Philosophie du Droit : 10 h à chaque semestre.
- Séminaire Science et sociologie des organisations : 10 h à chaque semestre.

Conférences d'anglais juridique : 6 h au second semestre.

Licence 3 :

- Droits européens et comparés : 24 h à chaque semestre.
- Conférences d'anglais juridique : 6 h à chaque semestre.

L'ÉVALUATION

Chaque matière fait l'objet d'une évaluation qui est prise en compte pour établir une moyenne générale de l'unité prise en compte pour l'obtention de l'année.

Le maintien dans le Collège de Droit fait l'objet d'une évaluation à chaque fin de semestre. Si les résultats obtenus (y compris dans le tronc commun) et/ou que la motivation de l'étudiant sont insuffisants, l'étudiant est susceptible de sortir du parcours.

Pour les détails du nombre de crédits et des coefficients attribués à chaque unité « Collège de Droit », les étudiants peuvent se référer à la plaquette de la Licence, Parcours « Droit, Sociétés, Langues ».

Calendrier pour l'accès en Licence 1

Mars : accès en ligne aux formulaires de préinscription.

1^{er} juin : date limite du dépôt des dossiers de préinscription.

Mi-juin : réponse d'admission ou de refus (les notes obtenues au baccalauréat une fois connues devront toutefois être adressées à la Faculté de Droit au contact ci-dessous).

**CONTACT**

Aurélien ANTOINE
Professeur des Universités
Vice-doyen chargé des Relations internationales
Responsable du Collège de Droit
✉ aurelien.antoine@univ-st-etienne.fr

Pour accompagner la création de son Collège de Droit, la Faculté de Droit de l'Université Jean Monnet a choisi de le doter d'un emblème, représentation symbolique porteuse de valeurs fortes. Son graphisme contemporain joue avec deux symboles traditionnels de la justice : la balance, faisant référence à l'idée d'équilibre et de mesure, et le glaive, symbole de la puissance qui rappelle que la justice n'est rien sans la force qui permet de la faire appliquer.



Des masters plébiscités par les recruteurs

Certains masters axés sur des professions se prêtent, particulièrement, à la coopération entre la Faculté de Saint-Etienne et ses partenaires. Cette collaboration favorise la pertinence de la formation en faveur de l'insertion professionnelle.

L'exemple du Master droit des affaires appliqué au monde de la santé

Cette formation professionnalisante, unique en France, est destinée à former des juristes et avocats en droit des affaires disposant des compétences et techniques spécifiques pour travailler dans le secteur du monde de la santé au niveau national ou international. Les débouchés sont importants : direction juridique des établissements de santé, direction juridique des industries de santé, direction des affaires réglementaires, services juridiques des entreprises de distribution de produits de santé, prestataires de services de santé, syndicats, associations et fédérations de santé ou encore cabinets d'avocats d'affaires spécialisés dans le champ de la santé. Ce parcours s'adresse également aux étudiants envisageant un doctorat en droit des affaires appliqué au monde de la santé en convention CIFRE.

DÉBOUCHÉS

Juriste ou avocat en Droit des affaires (direction juridique des établissements de santé, direction juridique des industries de santé, direction des affaires réglementaires, services juridiques des entreprises de distribution de produits de santé, prestataires de services de santé, syndicats, associations et fédérations de santé ou encore cabinets d'avocats d'affaires spécialisés dans le champ de la santé).



CONTACT

Béatrice ESPESSON-VERGEAT
Maître de Conférences

✉ beatrice.espeyson@univ-st-etienne.fr

L'exemple du Master Droit et Entreprise

Ce parcours de Master est **une formation généraliste en droit de l'entreprise sur 2 ans**. Il comporte un tronc commun permettant à tous les étudiants de se former à l'ensemble des branches du droit applicable à l'entreprise. Cette polyvalence correspond en effet aux besoins actuels du marché de l'emploi des juristes d'affaires. Cette formation comprend deux spécialités dès la première année, afin de permettre aux étudiants de se spécialiser, soit en tant que juriste d'affaires, ou juriste en droit social.

LA PREMIERE ANNEE : UN DEBUT DE SPÉCIALISATION

Ce parcours de Master est une **formation généraliste** en droit de l'entreprise sur 2 ans. Il comporte un tronc commun permettant à tous les étudiants de se former à l'ensemble des branches du droit applicable à l'entreprise. **Cette polyvalence correspond en effet aux besoins actuels du marché de l'emploi des juristes d'affaires**. Cette formation comprend deux spécialités dès la première année, afin de permettre aux étudiants de se spécialiser, soit en tant que juriste d'affaires, ou juriste en droit social.

EN SECONDE ANNÉE : PRIVILÉGIER LA METHODE DE TRAVAIL

L'idée-force est de privilégier l'apprentissage de la méthode et des outils de travail pour être directement opérationnel à l'issue de la formation par :

- Des cours axés sur la pratique et des séminaires sur dossiers assurés par des professionnels.
- des enseignements de méthodologie juridiques.
- un module de sensibilisation aux grands problèmes actuels des entreprises.

Par ailleurs :

- les étudiants de l'option professionnelle suivent un stage de 3 mois et demi en entreprise qui donne lieu à une véritable mission juridique.
- ceux de l'option recherche réalisent un mémoire de recherche.

DÉBOUCHÉS

DE NOMBREUX ORGANISMES ET ENTREPRISES PARTENAIRES

Cette formation bénéficie d'un fort **appui des milieux professionnels locaux et régionaux** : responsables des services juridiques de grandes entreprises, notamment le groupe Casino, d'établissements bancaires ou de services publics (URSSAF DIRECCTE - chambre de commerce-services fiscaux-etc.), de cabinets d'avocats ou d'experts-comptables...

Cet appui permet la **participation de professionnels aux enseignements, à l'accueil et à l'encadrement de stages** et des facilités dans la **recherche d'emploi** à l'issue de la formation.

UNE FORMATION AXÉE SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE

- En première année, comme en seconde année, la formation comprend un module « **passerport pour l'emploi** » qui comporte différents ateliers de préparation à l'insertion professionnelle (connaissance du milieu professionnel - méthode du CV, de l'entretien d'embauche, etc., assurés par des professionnels.
- En première année, comme en deuxième année, une **expérience en milieu professionnel** (EMP) doit obligatoirement être suivie par tous les étudiants.
- Possibilité de suivre le Master deuxième année dans le cadre de la **formation en alternance**. Pour les étudiants qui le souhaitent, la seconde année peut être suivie dans le cadre d'un **contrat de professionnalisation avec une entreprise**. L'étudiant est alors à la fois étudiant et salarié (il est rémunéré comme salarié) de septembre à fin mars, en étant trois jours à l'université et deux jours en entreprise. De fin mars à septembre il est à temps plein dans son entreprise d'accueil où il rédige un mémoire portant sur les missions qu'il accomplit dans l'entreprise.

UN TAUX D'INSERTION PROFESSIONNELLE EXCEPTIONNEL

75%



des diplômés du M2 Droit et Entreprise à la recherche d'un emploi trouvent un dans les 3 mois de l'issue de leur formation.

83%



des diplômés du M2 Droit et Entreprise à la recherche d'un emploi trouvent un dans les 6 mois de l'issue de leur formation, pour la plupart dans le cadre d'un CDI.



CONTACT

Marc VÉRICEL

Responsable scientifique du Master

Professeur des Universités

Doyen de la Faculté de Droit

✉ marc.vericel@univ-st-etienne.fr

Une collaboration régionale source d'excellence

L'exemple du master de droit public fondamental

OBJECTIFS

L'objectif fort de la formation est de permettre aux étudiants d'entrer dans le monde du travail soit directement soit par la réussite à un concours : la perspective d'emploi avec un taux d'employabilité fort dans le secteur public mais également dans le secteur privé qui recrute des juristes de droit public (de l'ordre de 95%) est donc au cœur de l'organisation de la formation. Une initiation à la recherche, grâce à la rédaction d'un mémoire, favorise aussi l'insertion dans le monde du travail.

DÉBOUCHÉS

Les débouchés consistent plus précisément dans les métiers de la recherche et de l'enseignement (entre 3 et 5 contrats doctoraux attribués chaque année) ; dans les concours administratifs (principalement celui de conseiller de Tribunal administratif et de Cour administrative d'appel) ; dans l'examen d'entrée à l'école des avocats (EDA).

COLLABORATIONS

Le M1 est dispensé à Saint-Etienne. Le M2 est un master organisé conjointement par les 3 universités Saint-Etienne, Lyon 2 et Lyon 3. Les cours peuvent avoir lieu à Saint-Etienne et à Lyon.



CONTACT

BAPTISTE BONNET
Professeur des Universités
✉ baptiste.bonnet@univ-st-etienne.fr

L'exemple du master Droit des contrats

Le **Master Droit et pratique des contrats** est une formation professionnalisante de haut niveau sur tous aspects relatifs au droit des contrats (droit commun et droits spéciaux, contrats commerciaux et civils). Elle inclut une formation dans le domaine du management des organisations et de la négociation contractuelle, ainsi qu'une ouverture sur le monde de l'entreprise, sur les droits étrangers, et des enseignements en langue anglaise.

OBJECTIFS

Ce parcours offre aux étudiants une connaissance approfondie du droit et de la pratique des contrats civils et commerciaux. Il offre notamment une formation à la négociation et la rédaction de montages contractuels complexes en collaboration avec des intervenants professionnels. Ce parcours peut déboucher sur des emplois de juristes d'entreprises, d'avocat conseil ou bien encore sur une carrière universitaire.

DÉBOUCHÉS

Ce Master 2 offre aux étudiants une spécialisation en droit des contrats tout en demeurant généraliste quant aux contextes juridiques et économiques abordés. Il leur permet de s'orienter vers une carrière principalement en entreprise, dans un cabinet d'avocats, ou encore vers une carrière universitaire pour ceux qui choisiraient de suivre le parcours recherche du diplôme.

COLLABORATIONS

L'implication des étudiants dans les activités et le développement du diplôme (manifestations en partenariat avec des professionnels, développement d'un réseau...) est fortement encouragée. Le master peut être suivi en formation continue. La formation est délivrée en coopération entre les universités Lyon 3, Lyon 2 et Saint-Etienne. Les enseignements ont lieu à Saint-Etienne en M1 et sur les trois sites pour le M2.



CONTACT

Laurene GRATTON

Professeure des Universités

✉ laurene.gratton@univ-st-etienne.fr

Concours de plaidoiries : les brillantes équipes stéphanoises

Les concours de plaidoirie permettent un renouvellement des pratiques pédagogiques et une formation à l'excellence. Ils diffusent également un esprit de corps et de compétition au sein d'une promotion.

Les concours interuniversitaires de plaidoiries, très en vogue aujourd'hui, se multiplient. La Faculté de Droit de Saint-Étienne n'a pas attendu cet engouement pour y participer puisque cela fait plus de 20 ans qu'elle inscrit ses étudiants à de nombreux concours (Cassin, Habeas corpus, Lysias, Oratore, Ares, Vedel). C'est d'ailleurs la continuité dans l'excellence de ses résultats qui singularise la Faculté de Droit stéphanoise. Au-delà d'une victoire occasionnelle, elle pérennise au fil du temps la qualité de l'accompagnement des étudiants et l'excellence des plaidoiries proposées par de nouveaux étudiants chaque année. Ces concours sont en quelque sorte sa spécificité.

L'ACTUALITÉ 2016

LE CONCOURS CASSIN

Ce concours est une incroyable expérience humaine et universitaire. Il permet de revêtir la robe d'avocat et de défendre un dossier.

Le concours Cassin permet à des équipes de trois étudiants (2 plaideurs et un conseiller juridique) de s'affronter sur la base d'un cas pratique en reconstituant un procès fictif devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Chaque équipe représente soit un individu qui se plaint d'une violation de ses droits fondamentaux, soit l'Etat mis en cause dans l'affaire.

Dans un premier temps, les équipes doivent rédiger un mémoire. Après une première sélection sur la base de ces mémoires, les équipes retenues, issues de plusieurs pays européens, se retrouvent à Strasbourg pour plaider leur affaire.

Les deux meilleures équipes accèdent à la finale et plaident devant un jury de très haut niveau.

L'UJM & le concours Cassin

L'université participe au concours Cassin depuis 1993. D'ailleurs l'un des premiers participants de 1993, Jean-Yves DIMIER, est aujourd'hui le bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Saint-Étienne.

Cassin 2016

L'équipe de Saint-Étienne, composée d'Elisa LAMIAUX, Laetitia LAUTISSIER et Antoine TRIANTAFILIDIS, tous étudiants à la faculté, a accédé aux épreuves de demi-finales du concours Cassin 2016.

Les trois étudiants ont réussi à se qualifier pour les plaidoiries orales des 30 et 31 mars derniers à Strasbourg. Quatre accompagnateurs, dont un doctorant, ont fait le déplacement en Alsace avec l'équipe pour représenter les couleurs de l'Université Jean Monnet et de sa Faculté de droit. Ces demi-finales ont permis de départager les trente équipes, françaises et européennes sélectionnées, et de désigner les deux équipes finalistes. Ces équipes ont concouru devant un jury de très haut niveau dans les prestigieux locaux de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg.



Les étudiants stéphanois ont terminé à la brillante 7^{ème} place. Ils ont été formés par l'association étudiante DUDH (Diffusion Universitaire des Droits de l'Homme).

Présentation de l'association DUDH

L'association DUDH a été créée le 18 décembre 2008 dans le prolongement et la continuité de l'association les Amis du concours René Cassin. Elle a pour but de former les étudiants stéphanois aux concours de plaidoiries "droits de l'Homme" (Habeas Corpus pour les L3, Georges Vedel pour les M2, René Cassin pour les L3/M1/M2).

Elle constitue chaque année, en sélectionnant au préalable les étudiants par le biais d'entretiens individuels, une ou des équipes pour ces concours. Elle les forme, et les accompagne sur les lieux des concours (Lyon, Paris et Strasbourg).

CONCOURS D'ELOQUENCE : JEAN-BAPTISTE FAVERJON 2^e !

Jean-Baptiste FAVERJON, étudiant en master 1 Droit des affaires, décroche la 2^e place du concours national d'éloquence organisé par l'ARES (Association Représentative des Etudiants en sciences Sociales) à Strasbourg.

Après un brillant parcours, et devant un jury présidé par Madame Lulia Antoanella MOTOC, juge à la Cour européenne des droits de l'homme, Jean-Baptiste FAVERJON s'est finalement

incliné en finale face à un candidat strasbourgeois dans une joute sur le thème "Lanceurs d'alertes : héros ou ennemis démocratiques ?"

Clémentine FARE, également étudiante à l'Université Jean Monnet, termine 3ème du concours.

ORATORE PLAIDOIRIES

Les organisateurs du concours de plaidoiries avaient décidé cette année de quitter l'association LYSIAS pour créer l'association ORATORE Saint-Etienne. Le but était de privilégier l'excellence dans le concours, d'encourager un état d'esprit amical entre les candidats et d'ouvrir ce concours à nombreux étudiants de L1 et L2 (ce qui n'est pas le cas dans toutes les facultés de droit).

Aline BARON, étudiante en première année de Droit et Sarah MAZO, étudiante en 2ème année ont emporté la finale du concours Oratore Plaidoiries dans la salle de la Cour d'Assises du Tribunal de Saint-Étienne, le vendredi 15 avril 2016.



Aline (à gauche) et Amélie

En Première année de Droit, Aline BARON l'a emporté de justesse contre Amélie FAYARD dans un procès de droit civil relatif à la possibilité pour un homme sous tutelle de se marier. Ainsi que le soulignait le Président du Tribunal correctionnel Roland CUER, président du jury, la relève des avocats stéphanois est d'ores et déjà assurée avec de telles candidates.



Sarah (à droite) et Julia

Le jury a également hésité dans la compétition de droit pénal opposant les deuxièmes années de droit, à propos d'une usurpation d'identité et de détournement de données informatiques. Finalement, Sarah MAZO l'a emporté face à Julia BUGUET pourtant très convaincante dans la robe de Procureure de la République.

HISTORIQUE DES PALMARÈS

Seuls sont indiqués ci-dessous les candidats parvenus assez loin dans la compétition nationale.

CONCOURS CASSIN

1993 : Jean-Yves DIMIER, John ENOT, Christophe MAYET et Caroline VAN DER HEIJDE.

1994 : Christophe TILLIERE, Isabelle FAVIER, Jean-Jacques GOUNON et Anne-Sophie POIRIER.

1995 : **Jerôme ALIROL, Frédéric FONT et Jean-Claude BOCCHINI** (1er du concours)

1996 : Baptiste BONNET, Ludovic MERCIER et Grégoire MANN (5ème)

1997 : Fanny JACQUELOT, Grégory CORNILLON, Gaëlle PEREIRA (15ème)

1998 : Caroline MAZODIER, Nathalie DESCOT et Axelle IANNA (9ème)

1999 : Françoise-Léa CRAMIER, Vélia-Ingrid VOLLAND et William THIRY (36ème)

2000 : Safia BOUABDALLAH, Mathieu BOLLON et Cécile GIUSTI (13ème)

2001 : Emilie BARRIOL, Anaël CARLAT et Ulrich DUMAS (11ème)

2002 : Marie GOUVERNEUR, Mélanie GRIMONET et Simon DREVET (24ème)

2003 : Elodie ROUCOUSE, Alice BONNET et Nicolas BASSINET (10ème)

2004 : Julie ACHARD, Maé BAPST

2005 : Caroline BOUIX, Anne-Florence LUCHT et Célia GAUBERT-PICHON

2006 : Lazhar AMRANE et Nadia EL ABASSI

2012 : Equipe PRES Université de Lyon-Saint-Etienne avec **Thibaut LARROUTUROU** (Saint-Etienne), **Julien BEAL-LONG** (Lyon 2) et **Florian MICHEL** (Lyon 3), 1er du concours

2014 : Pauline FORESTIER

2015 : Lucie ANDRE, Anne-Charlotte BRIAT et Camille COCLY (16ème)

2016 : Elisa LAMIAUX, Laetitia LAUTISSIER et Antoine TRIANTAFILIDIS (7ème)

CONCOURS LYSIAS/ORATORE

- 2006 : **Charlotte BALIQUE**, Lauréate nationale en L2. Aliénor DUPIOL, finaliste en L1.
 - 2007 : **Sabri KHALDI**, Lauréat national en L1. Ophélie JOUVE, demi-finaliste en L2.
 - 2008 : Marie AULAGNIER, finaliste nationale en L1, Aurélie MURE, demi-finaliste en L1.
 - 2009 : Julien HUGEROT, demi-finaliste en L1.
 - 2010 : Julien HUGEROT, demi-finaliste en L2.
 - 2011 : Mailys COSSART, quart de finaliste en L1
-
- 2012 : **Laura DUC**, Lauréate national en L2, Daniel Del VECCHIO, demi-finaliste en L2.
 - 2013 : Finalistes locaux : Ruben BLAISE (L1), Clément CHAMBRON (L2) et Sébastien MARCON (L3 - concours d'éloquence).
 - 2014 : Finalistes locaux : Anthony GLEN (L1), Théophile PERRON (L2) et Nadia DRIDI (L3 - concours d'éloquence).
 - 2015 : Finalistes locaux : Sarah MAZO (L1), Martin DELAFOSSE (L2) et Mathieu DESMOULIN (M1 - Eloquence)
 - 2016 : Finaliste locaux : Aline BARON (L1), Sarah MAZO (L2).

CONCOURS HABEAS CORPUS

2007 : Marjorie LALANDE, Christophe BOUCHET, Anne-Charlotte CHEZE. 3ème au concours.

2008 : David VALLAS, Elodie BONNISSOL, Charlotte GAUCHON (prix de la meilleure plaideuse du concours), 2ème au concours.

2009 : Julie BERTHEL, Victor CAMBAZARD, Adrien DUFOUR. 3ème au concours, prix du meilleur mémoire.

2010 : Thibaut LARROUTUROU, Bastien MICHALET et Lauriane BOISSERAND, 2ème au concours, prix du meilleur mémoire.

2011 : Julien HUGEROT, Marine ROMANO, Pierre DURAND.

2012 : Tristan BERGER, Coline BEAUCOUP (prix de la meilleure plaideuse), Marie-Noëlle PATAUD.

2013 : **Laura DUC, Marlène EISENBARTH, Silya HAMOUDI** remporte la finale. Silya HAMOUDI obtient également le prix de la meilleure plaideuse.

2015 : Noé ALIX, Pauline CAIRE et Mathilde PASQUIOU (5ème).

CONCOURS VEDEL : 1ère participation = 1 victoire

2014 : **Betty RAYMOND, Marine DEFOUR, Gwladys VEYRE, Safia BENABDESADOK, Charlotte VINCENT-RITTON** (Vainqueur équipes requérantes).



Contact

Daniel IMBERT-MAGAND,

Maître de Conférences

Vice-doyen chargé des affaires générales

Responsable de la Licence en droit

✉ imbert@univ-st-etienne.fr

2

DES RELATIONS PRIVILÉGIÉES



Partenariats

avec le TGI de Saint-Etienne, l'Ordre des avocats et le Groupe Casino

L'UJM & LE TGI

Pascale VERNAY, Présidente du Tribunal de Grande Instance de Saint-Étienne, Jean-Daniel REGNAULT, Procureur de la République dans ce même Tribunal et Marc VERICEL, Doyen de la Faculté de Droit, ont signé pour la première fois un accord de partenariat, le 15 octobre 2015 au TGI. Ce partenariat tribunal-université très peu répandu en France montre l'excellence des relations entre les deux institutions, la qualité des formations proposées à la Faculté de droit de Saint-Étienne et les nombreuses collaborations possibles en matière d'insertion professionnelle et de recherche juridique.

Formalisant des liens déjà anciens, le Tribunal et la Faculté de droit s'engagent ensemble dans une relation plus étroite et qui sera particulièrement profitable aux étudiants en droit. Ceux-ci pourront être les auditeurs privilégiés de certaines audiences du Tribunal, mais, surtout, ils se verront proposer de nombreux stages, de courte ou de longue durée afin de leur permettre de devenir des juristes plus aguerris et de s'insérer ainsi plus facilement dans la vie professionnelle.

La Convention prévoit également une collaboration en matière de recherche juridique ainsi que l'association du Tribunal aux différents concours étudiants de plaidoiries juridiques.

L'UJM & L'ODRE DES AVOCATS

Après le Tribunal de Grande Instance, c'est le Barreau de Saint-Étienne qui signe une convention avec la Faculté de Droit.

Le 11 décembre 2015, le Doyen de la Faculté de Droit, Marc VERICEL, et le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Saint-Etienne, Maître Robert GALLETI ont signé une convention de partenariat formalisant les liens très forts qui unissent les deux institutions.

A la clé, des possibilités élargies de stages pour les étudiants dans les cabinets d'avocats.

Cette convention s'intéresse notamment aux actions communes dans le domaine de la recherche scientifique, à la formation des avocats ou encore aux concours étudiants de plaidoiries. Toutefois, les étudiants de la Faculté seront particulièrement sensibles au fait que l'accord prévoit pour eux des possibilités de stages de courte ou de plus longue durée dans les cabinets stéphanois.

Cette convention vient compléter celle qui unit la Faculté de Droit avec le Tribunal de Grande Instance et elle n'est sans doute pas la dernière. La Faculté de Droit souhaite en effet accroître la professionnalisation de ses diplômés dans le prochain contrat quinquennal en nouant des liens toujours plus étroits avec son environnement socio-économique.

LA FAC DE DROIT & LE GROUPE CASINO

La coopération entre la Faculté de Droit de Saint-Étienne et le Groupe Casino a débuté il y a plus d'une dizaine d'années, lors de la mise en place du Master Droit et Entreprise.

COLLABORATION AU NIVEAU DES FORMATIONS ET DES ENSEIGNEMENTS

Plusieurs collaborateurs des services juridiques du Groupe Casino interviennent à la faculté en tant qu'enseignants vacataires, notamment dans le Master Droit et Entreprise où ils assurent plusieurs cours pratiques ou séminaires de travail sur dossiers.

Certains de ces professionnels participent à des cours du Master Droit et Entreprise en apportant leurs témoignages d'experts.

Le Groupe Casino est également investi dans le comité de perfectionnement mis en place par la Faculté de Droit stéphanoise pour favoriser les échanges entre les responsables de formations et les partenaires praticiens.

Plus généralement, les services juridiques du groupe Casino apporte de manière constante leur expertise aux responsables du Master Droit et Entreprise pour les conseiller dans l'adaptation de cette formation aux évolutions des besoins juridiques des entreprises.

PARTENARIAT EN MATIÈRE D'EMPLOI DES ETUDIANTS

Les services juridiques du Groupe Casino accueillent chaque année plusieurs étudiants tant en stages longs qu'en contrats d'alternance.

Le Groupe apporte aussi son soutien à la faculté en lui versant une taxe d'apprentissage .

UNE RELATION GAGNANT-GAGNANT

Le Groupe Casino et la Faculté de Droit de Saint-Étienne sont très satisfaits de leur partenariat qui bénéficie à chacun et qu'ils cherchent constamment à renforcer.

La Journée des métiers du droit

Depuis une dizaine d'années, une demi-journée des métiers est organisée par la Faculté de Droit de Saint-Étienne à destination de tous les étudiants de licence (L1 à L3), de master, de l'IEJ (Institut d'études judiciaires), du CPCA (Centre de préparation aux concours administratifs).

Ce temps fort de rencontres et d'entretiens a pour vocation de permettre à chaque étudiant d'entamer ou de poursuivre une réflexion sur son projet professionnel et personnel. Il favorise également l'insertion professionnelle et valorise l'offre de formation stéphanoise grâce au choix d'un master adéquat.

En 2015-2016, plus de 30 professionnels (pour la plupart d'anciens étudiants de la faculté) sont venus à la rencontre des étudiants pour expliquer leurs parcours et leurs métiers au quotidien. Ce temps d'échange permet également de répondre aux questions individuelles des étudiants.

Trois secteurs assurant des débouchés professionnels ont été privilégiés :

- « Les métiers de la justice »
- « Les métiers du secteur public »
- « Les métiers de l'entreprise »

LES MÉTIERS DU DROIT

Les métiers du droit sont particulièrement nombreux et diversifiés. Si certains sont directement accessibles avec une licence (bac + 3) ou un master (bac + 5), d'autres nécessitent parfois de réussir un concours ou un examen.

Les métiers de la justice



[Juge](#) (juge d'instruction, juge pour enfant, procureur...), [juge administratif](#) (conseiller d'Etat, juge dans un tribunal administratif, dans une cour administrative d'appel), [avocat](#), [notaire](#), [huissier](#), [commissaire priseur judiciaire](#), [administrateur et mandataire judiciaire](#), [greffier](#), [directeur de prison](#), directeur départemental de la [protection judiciaire de la jeunesse](#), etc.

Dossier de presse

Les métiers publics



[Police](#) (Commissaire, lieutenant, agent de police), attaché d'administration scolaire ou universitaire, [inspecteur ou contrôleur des finances publiques](#), [inspecteur des douanes](#), [fonction publique territoriale](#) (secrétaire de mairie, attaché territorial...), [fonction publique de l'Etat](#), directeur d'hôpital, fonctionnaire européen, administrateur au Parlement, [professeur de droit](#), juriste de collectivité locale, etc...

Les métiers de l'entreprise



Juriste social, [juriste d'entreprise](#), [avocat d'affaires](#), assistant en ressources humaines, [commissaire aux comptes](#), [contrôleur ou inspecteur du travail](#), agent immobilier, banquier, [conseil en propriété industrielle](#), agent à la direction départementale de la concurrence et de la répression des fraudes, fiscaliste, journaliste ou documentaliste juridique, métiers de la banque, de l'assurance, etc...

La professionnalisation des diplômes

A l'instar de masters pilotes tels que le Master droit des affaires appliqué au monde de la santé et le Master Droit et Entreprise, la Faculté de Droit de Saint-Étienne a fait le choix, dans le secteur très concurrentiel de l'offre de formation juridique au niveau master, de la professionnalisation de ses masters.

Forte de ses relations privilégiées avec ses partenaires, dans l'ensemble des disciplines juridiques, la faculté entend favoriser ce créneau de l'aide à l'insertion professionnelle pour en faire un volet de forte qualité à haute valeur ajoutée pour ses étudiants. Sans pour autant sacrifier le volet recherche de ses différents Masters, elle propose à ses étudiants toute une panoplie de services destinés à favoriser l'obtention rapide d'un emploi à leur sortie de l'université.

Les programmes des Masters comportent des enseignements très pratiques, qui sont souvent assurés par des professionnels de haut niveau. Ces programmes comprennent également des enseignements de méthodologie permettant aux étudiants de s'adapter aux exigences actuelles du marché de l'emploi.

En première, comme en seconde année, ont été insérés des modules « passeport pour l'emploi » destiné à aider les étudiants dans leur recherche d'emploi et à une bonne insertion professionnelle. Les étudiants, peuvent aussi trouver un soutien individualisé auprès de la chargée de Relations Entreprises de la faculté.

La pratique des stages a été généralisée à l'ensemble des masters, y compris en 1^{ère} année, en droit public comme en droit privé.

Les actions communes pour la recherche scientifique

Les collaborations entre la faculté et ses partenaires, en faveur de la recherche scientifique débuteront dès la rentrée 2016/2017 :

- Les étudiants réaliseront une étude statistique sur les jugements du TGI, eux-mêmes classés en différentes thématiques (par exemple : les jugements relatifs aux tutelles).
- Des jugements du TGI seront commentés par les étudiants.
- Une rencontre annuelle réunira les magistrats du TGI, les avocats et les enseignants-chercheurs autour de questions juridiques d'actualité, une nouvelle loi par exemple.

3

UNE OFFRE DE FORMATION PLURIELLE



LES FORMATIONS

Ces nouvelles formations, assez largement renouvelées dans le contrat pluriannuel, ont toutes été pensées avec le prisme de l'excellence et de l'insertion professionnelle.

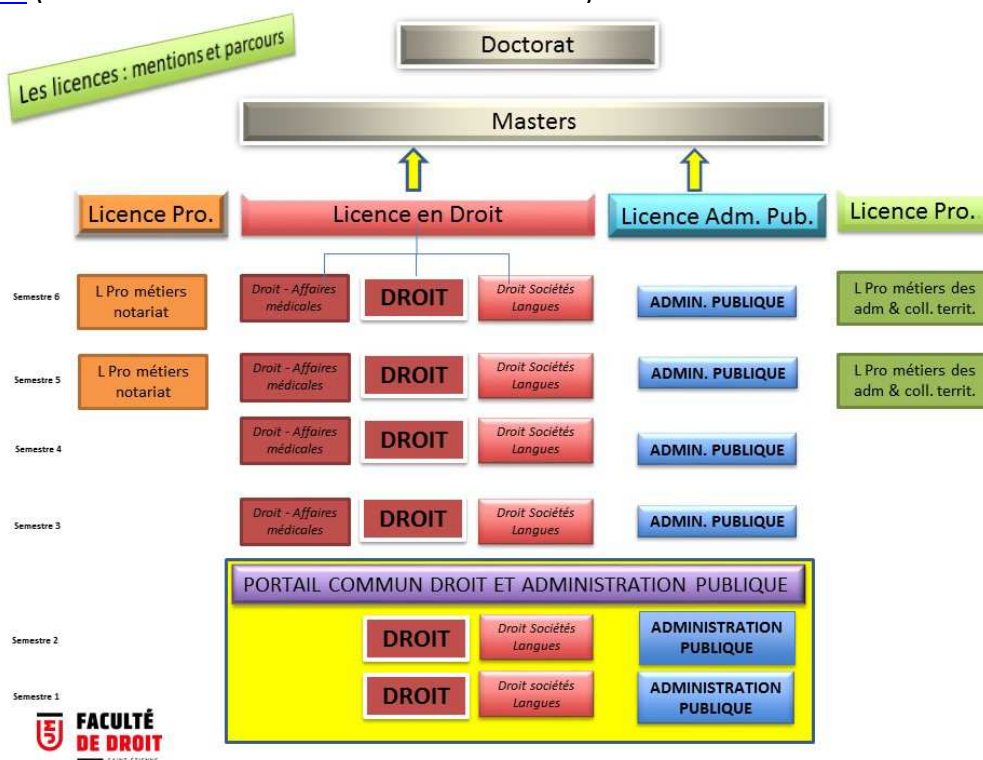
LES LICENCES

Deux licences générales :

- une [licence en droit](#)
- une [licence mention administration publique](#) (LAP)

Deux licences professionnelles :

- une licence professionnelle préparant aux [métiers du notariat](#).
- une licence professionnelle préparant aux [métiers de l'administration et des collectivités territoriales](#) (sous réserve d'ouverture en 2016/2017).

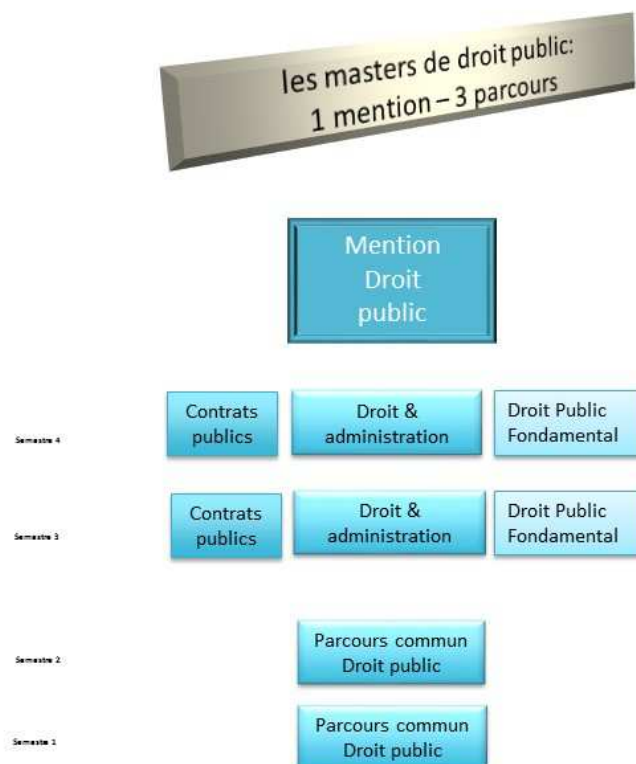


LES MASTERS DE DROIT PUBLIC

Après une première année de Master en droit public et une procédure de sélection, **trois parcours de master** mention droit public sont proposés. Pour le volet recherche, ils s'appuient sur le Centre de recherches critiques sur le droit ([CERCRID](#)).

- Master [droit et administration](#)
- Master [droit public fondamental](#)
- Master [contrats publics](#)

Les deux derniers masters 2 sont des masters cohabités et ils regroupent les Universités de Saint-Etienne, Lyon III et Lyon II. Les cours peuvent avoir lieu à Lyon ou à Saint-Étienne.



LES MASTER DE DROIT PRIVÉ

Après une **première année de Master** (Professions de la justice, Parcours commun droit des affaires, Droit des contrats) puis une sélection, **quatre parcours** sont proposées :

- Droit des affaires, parcours [Droit et entreprise](#)
- Droit des affaires, parcours [Droit des affaires appliqués au monde de la santé](#)
- Justice, procès procédure, parcours [Professions de la justice](#)
- Droit privé, parcours [Droit des contrats](#)

Pour le volet recherche, les masters s'appuient sur les chercheurs stéphanois du Centre de recherches critiques sur le droit ([CERCRID](#)).



LA CAPACITE EN DROIT

Formation originale, la [Capacité en droit](#) est ouverte aux candidats non bacheliers.

Elle offre une équivalence du baccalauréat et permet la poursuite d'études supérieures. Elle est compatible avec une autre activité.

LES AUTRES FORMATIONS

La Faculté de Droit propose un certain nombre de diplômes d'université (D.U.) et d'attestations.

- D. U. [Concours administratifs de la Fonction Publique](#)
 - [Attestation](#) Centre de Préparation aux Concours Administratifs
 - D. U. [Etudes Judiciaires](#) (préparation CRFPA)
 - D. U. [Droit des affaires appliqué aux établissements de santé](#)
 - D. U. [Pratiques contractuelles et contentieuses des entreprises de santé](#)
-
- [Les formations en Droit](#)
 - [Les métiers du droit](#)

Concours

L'Institut d'Etudes Judiciaires ([IEJ](#)) prépare aux concours de magistrats, avocats.

Le Centre de Préparation des Concours Administratifs ([CPCA](#)) permet la préparation des concours administratifs (fonctionnaires de l'Etat, des collectivités territoriales, de l'administration hospitalière).

4

CONTACT





CONTACT

Marc VÉRICEL, DOYEN DE LA FACULTÉ

✉ marc.vericel@univ-st-etienne.fr

Université Jean Monnet, Saint-Étienne

Faculté de Droit de Saint-Étienne

2, rue Tréfilerie

42023 Saint-Etienne Cedex 2

☎ 04 77 42 13 60

Pour plus d'informations :

<https://fac-droit.univ-st-etienne.fr/fr/index.html>